



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

## **Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention - Autorisation**

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social de ces personnes, individuelles ou collectives, liées au logement.

Avec ce transfert, la Métropole va pouvoir agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

La Loi Brottes du 15 avril 2013 (décret d'application du 27 février 2014 et mesure validée par le Conseil Constitutionnel en mai 2016) a introduit l'interdiction totale de coupure de fourniture d'eau pour toutes les résidences principales et prévoit qu'en cas d'impossibilité pour l'usager de régler sa facture par le biais d'un plan d'apurement, il puisse saisir le Fonds de Solidarité pour le Logement avant toute procédure contentieuse.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public industriel et commercial en charge de la gestion du service de l'eau potable sur 13 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, souhaite participer volontairement au financement du FSL pour contribuer à la prise en charge des dettes relatives aux factures d'eau et aider les abonnés à limiter leur endettement.

Pour rappel, le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par d'autres contributeurs qui y sont intéressés.

Une convention est proposée, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux ayant pour objet de préciser :

- la nature et les modalités de versement de la contribution de la Régie des Eaux au FSL Métropolitain, pour l'année 2018 concernant les aides aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'eau. La Régie fera connaître par écrit à la Métropole le montant de la participation annuelle qu'elle versera au Fonds pour l'année civile en cours ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'eau des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'intention de la Régie des Eaux de la Métropole d'abonder le Fonds de Solidarité pour le Logement métropolitain ;
- approuver le projet de convention à intervenir avec la Régie des Eaux ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mmes Chantal CLARAC, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET et Brigitte ROUSSEL-GALIANA ; MM. Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Jean-Marc LUSSERT et Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

11 MAR 2018  
12:03:18

Délibération n°M2018-70

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,  
**le Président**

  
**Philippe SAUREL**

Publiée le : **1 4 MARS 2018**  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**  
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.